



Informations sur le traitement des données personnelles des fournisseurs conformément à l'article 13 du RGPD

Conformément à la législation en vigueur sur la protection des données personnelles (la « **Législation sur la Confidentialité** »), y compris le Règlement UE 2016/679 (le « **RGPD** »), **PR Europe SAS**, en sa qualité de responsable du traitement des données (« **Pramac** » ou la « **Société** » ou le « **Responsable du traitement** »), informe les personnes physiques qui représentent et/ou opèrent pour le compte de sociétés qui fournissent des services à la Société (ci-après généralement entendues comme les « **Personnes Concernées** » ou les « **Fournisseurs** », ou au singulier la « **Personne Concernée** » ou le « **Fournisseur** ») que dans le cadre du contrat de fourniture en place entre elles et la Société (ci-après, le « **Contrat** »), les données personnelles relatives aux Personnes Concernées seront traitées conformément à la Législation sur la Confidentialité, aux fins et de la manière décrites dans la présente politique (la « **Politique** »).

1.	Responsable du traitement des données
-----------	--



Le responsable du traitement des données est **PR Europe** dont le siège social est situé au 2 Place Léonard de Vinci 42190 St. Nizier sous Charlieu, France, une société détenue à 100 % par **PR Industrial Srl**, membre du groupe Generac, dont la société holding est Generac Holdings Inc. (« **Groupe Generac** »).

2.	Données personnelles faisant l'objet d'un traitement
-----------	---



Données communes :

- **Données d'identification** obtenues dans le cadre de relations contractuelles ou précontractuelles avec la Société, telles que : nom, adresse ou autres éléments d'identification personnelle ; nom de l'entreprise lorsqu'il contient des données personnelles ; données communes des employés et/ou collaborateurs et/ou consultants du Fournisseur ;
- **Coordonnées**, tels que : e-mail de l'entreprise, adresse e-mail certifiée, numéro de téléphone portable ;
- **Données professionnelles**, tels que : le niveau d'études ; le titre du poste ;
- **Données financières et fiscales (si l'on se réfère à des fournisseurs qui sont des particuliers/entreprises individuelles)**, tels que : IBAN ; numéro de compte courant et, en général, les informations nécessaires pour effectuer les paiements et la facturation.

3. Finalité et base juridique du traitement et nature de la fourniture des données personnelles			
Finalité du traitement	Base juridique du traitement	Durée de conservation des données personnelles	Nature de la fourniture des Données Personnelles
a) Exécution du Contrat et/ou mesures précontractuelles telles que la sélection des Fournisseurs, la négociation des relations contractuelles, la formalisation, la stipulation et l'exécution du Contrat, ainsi que la réalisation d'activités liées à la gestion de la comptabilité et des obligations connexes, des obligations	Art. 6(1)(b): Exécution du contrat auquel la personne concernée est partie et exécution des mesures précontractuelles adoptées à la demande de la personne concernée.	Les données personnelles des personnes concernées nécessaires à la stipulation et à l'exécution du Contrat seront conservées et traitées pendant toute la durée du Contrat lui-même et, après sa résiliation, pour quelque raison que ce soit, pendant une période n'excédant pas 10 (dix) ans	La fourniture de données personnelles est nécessaire à l'établissement et à la bonne exécution du Contrat, ainsi qu'au respect correct de la législation en vigueur et des obligations découlant du Contrat. Par conséquent, tout refus de la part de la Personne concernée de fournir des données personnelles, en tout ou en partie, pour la poursuite des finalités indiquées,



<p>contractuelles, des services, de la facturation/des paiements, de l'audit et de la certification obligatoire/facultative des états financiers, de la cession ou de l'avance de créances, ainsi que pour répondre à des demandes spécifiques et se conformer à d'autres obligations découlant du Contrat.</p>		<p>(soit le délai de prescription ordinaire), en référence aux données nécessaires à la délivrance de certificats ou de documents pouvant être requis pour toutes obligations légales, fiscales et comptables liées ou découlant de la conclusion du Contrat, ainsi que pour la protection juridique de la Société.</p>	<p>entraînera l'impossibilité d'établir ou d'exécuter le Contrat ou de s'acquitter des obligations prévues par la réglementation en vigueur.</p>
<p>b) Exécution des obligations prévues par la loi, la réglementation, la législation de l'UE ou du Royaume-Uni ou par une ordonnance de l'Autorité (par exemple, obligations comptables et budgétaires, obligations en matière de lutte contre le blanchiment d'argent, de lutte contre les monopoles, ainsi que les obligations fiscales, de santé, de travail et de sécurité, etc.).</p>	<p>Art. 6(1)(c) : Obligation légale à laquelle le Responsable du traitement est soumis.</p>	<p>À la fin de la période de conservation identifiée, les données personnelles des personnes concernées seront supprimées, à moins qu'il n'existe d'autres intérêts légitimes du responsable du traitement et/ou des obligations légales qui rendent nécessaire, sous réserve de minimisation, leur conservation.</p>	
<p>c) Gestion des obligations liées à l'organisation intra-entreprise et financière (ex : secrétariat général, communications, dépôts, reporting, contrôles de solvabilité, etc.), ainsi que reporting et contrôle interne.</p>	<p>Article 6(1)(f) : Intérêt légitime du Responsable du traitement dans la bonne gestion de l'entreprise en matière d'organisation logistique, comptable et financière.</p>		
<p>d) Un meilleur contrôle dans le cadre des processus de qualification de ses Fournisseurs et de vérifier leur conformité avec le Code ainsi qu'avec toute autre politique de l'entreprise relative aux Fournisseurs.</p>	<p>Art. 6(1)(b): Exécution d'une obligation contractuelle, lorsque le Fournisseur s'est contractuellement engagé à fournir les informations demandées et à respecter le Code d'éthique, ainsi que toutes les politiques/procédures supplémentaires adoptées par la Société. Article 6(1)(f) : Même en l'absence d'engagement contractuel de la part du Fournisseur de se conformer au Code</p>		



	<p>d'éthique ou à d'autres politiques/procédures de la Société, cette dernière peut néanmoins traiter certaines des données personnelles du Fournisseur qu'elle juge nécessaires pour vérifier que les activités/conduites menées par le Fournisseur ne sont pas contraires à ses propres principes/règles d'entreprise. Dans ce cas, le traitement sera basé sur l'intérêt légitime du Responsable du traitement de prévenir et de contrer l'idée que le Responsable du traitement ait été impliqué dans la commission, par le Fournisseur, d'infractions prévues par la loi applicable ou de toute autre conduite jugée contraire à son Code d'éthique et/ou à ses prédécesseurs/politiques d'entreprise.</p>		
e) Constater, exercer ou défendre des droits en justice.	<p>Article 6(1)(f) :</p> <p>Intérêt légitime du Responsable du traitement relatif au droit de défense et à l'exercice de ses droits ou de ceux d'un tiers.</p>		
f) Transmettre des données personnelles (par exemple des données collectées dans le cadre des activités d'audit menées par la société mère du Groupe Generac) au sein du groupe d'activités pour vérifier le respect de la législation sur les minéraux de conflit , à des fins administratives internes.	<p>Article 6(1)(f) :</p> <p>Intérêt légitime du Responsable du traitement dans la bonne gestion administrative interne et du Groupe Generac.</p> <p>Considérant que la société mère du Groupe Generac est basée dans un pays hors UE, pour plus de détails sur les garanties adéquates adoptées pour le transfert des données personnelles des Personnes Concernées, veuillez vous référer au point 6 de la présente Politique ci-dessous.</p>		
g) Transmettre des données personnelles au sein du	<p>Article 6(1)(f) :</p>	Voir ci-dessus	



<p>groupe d'entreprises pour la réalisation - à des fins administratives internes - d'activités de filtrage sur les Fournisseurs qui sont des personnes physiques et sur les représentants légaux des Fournisseurs qui sont des personnes morales afin d'identifier les personnes et/ou les sociétés avec lesquelles il est interdit d'établir des relations commerciales conformément à la réglementation applicable à Generac Holdings Inc. (en tant que société cotée aux États-Unis), grâce à l'utilisation de logiciels et/ou d'applications mis en œuvre au niveau du groupe (par exemple Amber Road/E2open).</p>	<p>Intérêt légitime du Responsable du traitement dans la bonne gestion administrative interne et du Groupe Generac.</p> <p>Considérant que la société mère du Groupe Generac est basée dans un pays hors UE, pour plus de détails sur les garanties adéquates adoptées pour le transfert des données personnelles des Personnes Concernées, veuillez vous référer au point 6 de la présente Politique ci-dessous.</p>		

Si la base juridique du traitement est l'intérêt légitime du Responsable du traitement, celui-ci a effectué ou effectuera un test de mise en balance visant à évaluer la proportionnalité du traitement afin que les droits et libertés des personnes concernées ne soient pas affectés, en tenant compte de leurs attentes raisonnables par rapport à l'activité de traitement spécifique effectuée.

Les personnes concernées **peuvent demander des informations complémentaires** sur l'évaluation ci-dessus en envoyant un e-mail à l'adresse e-mail suivante dpo-france@pramac.com.

Le Responsable du traitement informe également la Personne concernée qu'elle a la possibilité **de s'opposer**, à tout moment, au traitement de ses données personnelles fondé sur l'intérêt légitime de la Société.

Dans le cas où la Société aurait l'intention d'utiliser les données personnelles à toute autre fin incompatible avec les Finalités pour lesquelles les données ont été initialement collectées ou autorisées, la Société informera au préalable la Personne Concernée et, si nécessaire, demandera son consentement pour une telle activité de traitement.

4.	Destinataires des données personnelles
-----------	---



Les données personnelles des Personnes Concernées seront traitées par les employés et collaborateurs de la Société.

Les données personnelles des personnes concernées peuvent être divulguées aux fins énumérées ci-dessus à des **destinataires ou catégories de destinataires supplémentaires**, en tant que responsables du traitement indépendants ou, si nécessaire, à des sous-traitants spécifiquement sélectionnés et désignés conformément à l'article 28 du RGPD, y compris, à titre d'exemple mais sans s'y limiter :

- les autres sociétés du Groupe Generac (notamment la Société Mère) ;
- Sociétés tierces chargées de réaliser des audits pour la délivrance de certifications de conformité à des réglementations européennes spécifiques ;
- les gestionnaires des logiciels et des infrastructures technologiques utilisés par le Responsable du traitement, ainsi que les fournisseurs de services de support informatique ;
- consultants et indépendants sous forme individuelle ou associée (experts-comptables et experts-comptables, commissaires aux comptes, avocats) ;
- organismes et/ou organisations publics ou privés.

En outre, les données personnelles des personnes concernées peuvent également être divulguées à des tiers dans les cas suivants : (i) lorsque la communication est requise par les lois et réglementations applicables à l'égard de tiers destinataires légitimes des communications, tels que les autorités et les organismes publics économiques et non économiques qui traitent vos données en tant que responsables du traitement indépendants pour leurs finalités institutionnelles respectives, etc. ; (ii) en cas d'opérations extraordinaires (par exemple fusions, acquisitions, vente d'entreprises, etc.).

La liste complète des destinataires des données personnelles des personnes concernées, y compris des détails supplémentaires sur la localisation des destinataires eux-mêmes, est conservée au siège du responsable du traitement des données et peut être demandée à tout moment.

5.

Transfert de données personnelles à l'étranger



La gestion et le stockage des données personnelles auront lieu sur des serveurs situés au Royaume-Uni ou dans l'Union européenne, sauf comme décrit ici.

Pramac informe les personnes concernées que, faisant partie d'un **groupe international** (c'est-à-dire le groupe Generac), certaines données peuvent être transférées - aux fins visées au point 3 de la présente politique ci-dessus - à d'autres sociétés du groupe Generac ainsi qu'à des sous-traitants, qui sont basés dans l'UE, au Royaume-Uni ou aux **États-Unis d'Amérique**.

Le Royaume-Uni bénéficie d'une décision d'adéquation de la Commission européenne. Considérant que les États-Unis ne garantissent pas un niveau de protection des données personnelles adéquat par rapport à celui prévu dans l'Union européenne, le Responsable du traitement a pris des mesures pour s'assurer que le transfert des données personnelles des personnes concernées vers ce pays n'a lieu que dans le respect des conditions prévues à l'art. 45/49 du RGPD et, en particulier :

- Royaume-Uni et États-Unis (entités certifiées conformément au Cadre de protection des données) : Adéquation de la protection des données pour les pays non membres de l'UE (europa.eu) ; et/ou
- d'éventuels accords contractuels basés sur des clauses contractuelles types (« **CCT** ») telles qu'élaborées par la Commission européenne conformément à l'article 46 du RGPD (et vous avez le droit d'en obtenir une copie sur demande) ; et/ou
- Règles d'entreprise contraignantes approuvées par une autorité de contrôle de la protection des données de l'UE.

Si la Société a l'intention de transférer les données personnelles des personnes concernées vers des pays tiers autres que ceux mentionnés ci-dessus, ce transfert n'aura lieu que dans le respect des conditions énoncées à l'art. 45/49 du RGPD.

6.

Vos droits



Le Responsable du traitement informe la personne concernée que, conformément à la loi, elle aura toujours le droit de révoquer à tout moment son consentement, s'il a été donné (sans affecter le traitement effectué avant la révocation), ainsi que d'exercer, à tout moment, les droits suivants, sous réserve des conditions ou limitations prévues par la loi applicable (collectivement, les « Droits ») :

- a) le « **droit d'accès** » et notamment d'obtenir la confirmation de l'existence ou non de données à caractère personnel le concernant et leur communication sous une forme intelligible ;
- b) le « **droit de rectification** », c'est-à-dire le droit de demander la rectification ou, si vous êtes intéressé, la complétude des données personnelles ;
- c) le « **droit à l'effacement** », c'est-à-dire le droit de demander l'effacement, la transformation sous forme anonyme des données traitées en violation de la loi, y compris celles dont la conservation n'est pas nécessaire au regard des finalités pour lesquelles les données personnelles ont été collectées ou traitées ultérieurement ;
- d) le « **droit à la limitation du traitement** », c'est-à-dire le droit d'obtenir du Responsable du traitement la limitation du traitement dans certains cas prévus par la Législation sur la Protection de la Vie Privée ;

- e) le droit de demander au Responsable du traitement l'indication des destinataires auxquels il a notifié toute rectification ou tout effacement ou toute limitation du traitement (effectuée conformément aux articles 16, 17 et 18 du RGPD, dans le respect de l'obligation de notification sauf si cela s'avère impossible ou implique un effort disproportionné) ;
- f) le « **droit à la portabilité des données** », c'est-à-dire le droit de recevoir (ou de transmettre directement à un autre responsable du traitement) des données à caractère personnel dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine ;
- g) le "**droit d'opposition**", c'est-à-dire le droit de s'opposer, en tout ou partie :
 - le traitement des données personnelles effectué par le Responsable du traitement pour son propre intérêt légitime ;
 - au traitement des données personnelles effectué par le Responsable du traitement à des fins de marketing ou de profilage.

Dans les cas susmentionnés, si nécessaire, le Responsable du traitement informera les tiers auxquels les données personnelles de la personne concernée sont communiquées de l'exercice éventuel des droits, sauf dans les cas spécifiques où cela n'est pas possible ou est trop onéreux et, dans tous les cas, conformément aux dispositions de la législation sur la confidentialité.

Il est expressément entendu, comme le prévoit l'article 21 du RGPD, qu'en cas d'exercice du droit d'opposition par la personne concernée, le Responsable du traitement s'abstiendra de traiter ultérieurement les données personnelles, à moins que le Responsable du traitement ne démontre l'existence de raisons légitimes impérieuses pour procéder au traitement qui prévalent sur les intérêts, les droits et les libertés de la personne concernée ou pour la constatation, l'exercice ou la défense d'un droit en justice.

L'exercice des Droits ci-dessus n'est soumis à aucune contrainte formelle et est gratuit. Le Responsable du traitement peut éventuellement demander à la Personne concernée de vérifier son identité avant de prendre toute mesure complémentaire suite à la demande d'exercice des Droits susmentionnés.

La personne concernée peut à tout moment exercer ses droits selon les modalités suivantes :

- par e-mail à : dpo-france@pramac.com
- par courrier ordinaire, à l'adresse du siège social de PR Europe.

7.

Plainte auprès de l'autorité de contrôle conformément à l'article 77 du RGPD



Vous avez le droit d'introduire une réclamation auprès de l'autorité de contrôle compétente (en particulier dans l'État membre de votre résidence habituelle, de votre lieu de travail ou du lieu de l'infraction présumée), si vous estimez que vos données personnelles sont traitées d'une manière qui entraîne des violations du RGPD.

Afin de faciliter l'exercice du droit de déposer une plainte, le nom et les coordonnées des autorités de contrôle de l'Union européenne sont disponibles sur le lien suivant : https://ec.europa.eu/justice/article-29/structure/data-protection-authorities/index_en.htm.

CHANGEMENTS À CETTE POLITIQUE

Cette Politique peut être modifiée et complétée de temps à autre. Nous invitons les Personnes Concernées à vérifier périodiquement son contenu. Dans tous les cas, il appartient au Responsable du Traitement de signaler de manière appropriée toute modification significative apportée à cette Politique.

Document mis à jour au 31 mai 2024